

# **Le défi démographique du XXIème siècle et le vieillissement de la population européenne.**

## **Panel 2 : Les implications socio-économiques du vieillissement**

### **Allocution de M. Gyula Teller, Député – section hongroise**

#### **Démographie, emploi, politique budgétaire et culture**

1./ En Hongrie, un des héritages les plus difficiles du régime socialiste est le nombre très élevé des personnes exclues de l'activité économique et même de l'intégration économique. En 1986, d'une population comprenant un peu plus de dix millions d'habitants, 5,5 millions étaient actifs. Vers 1995, ce chiffre a chuté et s'est stabilisé à hauteur de 3,5 millions de travailleurs, puis de nos jours, après avoir enregistré, pour une période s'étalant sur vingt ans, une légère augmentation de quelques centaines de milliers d'emplois de plus, le nombre des actifs ne se situe à nouveau qu'autour de 3,5 millions sur une population qui ne compte plus que dix millions d'habitants tout rond. Cette situation et ce grand nombre d'inactifs sont le résultat des processus complexes émergés au cours de la transition politique. Voici les processus les plus importants :

. dû à la perte des marchés et des problèmes de compétitivité, un grand nombre d'entreprises et de coopératives agricoles a cessé son activité et a été liquidé ; des régions entières sont ainsi restées sans emplois ;

. au cours de la privatisation, dans de nombreux cas, les entreprises étrangères n'avaient procédé à l'acquisition d'entreprise que dans le but d'obtenir leurs marchés, les unités de production ont ainsi fermées ;

. les activités des grandes sociétés étrangères implantées en Hongrie sont caractérisées par une intensité capitalistique et un faible besoin de main d'œuvre et ont surtout choisi les régions occidentales et centrales du pays aux infrastructures plus développées ;

. les PME souffrent de la pénurie de fonds, leur savoir-faire reste limité et le nombre des entreprises fabriquant des produits de haute qualité reste relativement bas ;

. le marché de la petite production agricole s'est rétréci ;

. plusieurs centaines de milliers d'ouvriers actifs déjà dans l'ancien régime ne disposaient ni du niveau de qualification requis ni de la mentalité exigée par les nouvelles conditions de marché et de l'intégration économique ;

. des phénomènes psychiques particuliers se sont également manifestés : tourner le dos au marché, se résigner à l'exclusion et aux conditions de vie souvent déplorables ;

. l'évolution défavorable de la pyramide des âges : la société connaît un vieillissement.

2./ Par conséquent et illustrée avec des données chiffrées simplifiées et arrondies, la situation actuelle en matière de démographie et d'emploi est la suivante. La Hongrie compte dix millions d'habitants, tout rond. Dont :

. 3,5 millions de personnes travaillent effectivement

. 3,0 millions de personnes sont à la retraite (de vieillesse ou d'invalidité)

. 1,5 millions de personnes ont moins de 14 ans

. 0,6 millions de personnes poursuivent leurs études secondaires ou supérieures.

Cela fait au total 8,6 millions de personnes. A l'aide d'une simple opération de soustraction (10 millions moins 8,6 millions), on obtient un écart de 1,4 millions d'adultes en âge de travailler mais qui ne travaillent pas et vivent aux dépens de la famille. Environ 0,6 millions de personnes sur ces 1,4 millions sont à la recherche d'un emploi, bien qu'il soit, selon une formule peu judicieuse, dénommés « chômeurs enregistrés ». Au final, il reste huit-cent-mille adultes qui pour une raison ou pour une autre, ne recherchent pas d'emploi : ils ne peuvent et ne veulent pas travailler.

3./ La population qui ne travaille pas, outre ceux qui travaillent réellement, plus les enfants et les étudiants dont l'âge est supérieur à 14 ans, s'articule autour de deux axes. L'un des axes est celui des retraités et des personnes âgées. Ils sont au total 3 millions et se répartissent de manière plus ou moins homogène sur tout le territoire de la Hongrie. L'autre axe est celui de la population en âge de travailler mais qui ne travaille pas, citée ci-dessus. Leur nombre avoisine désormais 1,5 millions, soit quinze pour cent de la population totale. Cette population se concentre dans les régions plus pauvres en infrastructure, notamment dans le sud-ouest et le nord-est du pays. Deux cinquièmes de cette population sont à la recherche d'un emploi mais n'en trouvent pas, et les trois cinquièmes restantes, soit huit-cent-mille personnes, vivent régulièrement des allocations et des aides sans chercher d'autres solutions. C'est le volet le plus délicat de la problématique.

4./ La structure démographique et d'emploi ci-dessus présentée est lourde de conséquences budgétaires. Les allocations pour jeunes enfants, les aides à l'emploi et les diverses allocations à caractère social versées au profit des personnes inactives ainsi que les retraites (de vieillesse ou d'invalidité) constituent plus d'un tiers du produit national brut (PNB), c'est-à-dire du budget central. Certes, l'aide à la population en âge de travailler mais qui ne travaille pas reste relativement faible et ne s'élève qu'à 10-15 pour cent des transferts énumérés. En revanche, si on renversait cette relation, les conséquences seraient frappantes et cela mérite réflexion. Si les personnes à la recherche d'un emploi et enregistrées en tant que telles pouvaient travailler et si dans ce cas-là, on ne comptait qu'avec les cotisations payées à la base d'un salaire moyen, les recettes du budget central augmenteraient de six // pour cent au moins. Si la population qui ne vit actuellement que des diverses aides publiques sans chercher une autre solution se mettait à travailler pour un salaire moyen, les recettes du budget central augmenteraient de dix // pour cent. Et pour terminer dans cette logique : si grâce à l'augmentation de l'âge légal de la retraite et à la révision stricte de tout droit à une allocation d'invalidité, dix pour cent des retraités actuels étaient intégrés au marché du travail et payaient des cotisations à la base d'un salaire moyen, les recettes du budget central augmenteraient de trois // pour cent au moins. Et de surcroît, le montant global des aides, allocations et retraites épargnées permettrait une augmentation des ressources disponibles.

5./ Or cette démarche demeure entièrement irréalisable et à peine réalisable partiellement, cela relève, pour ainsi dire, du monde des rêves. Dans la réalité, l'élargissement radical ou même faible en matière d'emploi se heurte à des obstacles importants.

. Le premier obstacle, ou pour ainsi dire, le premier cercle vicieux reste le manque de ressource dû notamment à la surcharge budgétaire. Les transferts empêchent le pouvoir central de disposer de ressources internes pour injecter du capital dans l'économie et l'économie souffrant de pénurie de fonds est alors incapable de créer de nouveaux emplois ;

. la situation des institutions et des infrastructures des régions sous-développées forme également un obstacle à l'augmentation du nombre des emplois : le nombre des crèches, des écoles maternelles, des garderies, des maisons de retraite ou des services aux personnes malades reste insuffisant, le réseau

routier et ferroviaire est insuffisant, tout comme le nombre des voitures ; le transport ferroviaire et routier en commun est de plus en plus dégradé et rare – tous ces facteurs paralysent la mobilité de la main d'œuvre et sont liés à la politique budgétaire de la même façon que la pénurie des ressources en général, sous forme d'un cercle vicieux ;

. les conséquences sont graves : les capitaux étrangers ne s'installent pas non plus dans les zones où le chômage est élevé ou bien où la pénurie d'emploi est pressante mais dans des zones où l'infrastructure est développée, les institutions fonctionnent bien et la main d'œuvre disponible est qualifiée ;

. la majorité de la main d'œuvre à la recherche d'un emploi, surtout dans des régions sous-développées, est non qualifiée et ne dispose pas des aptitudes requises pour occuper un emploi moderne, et sa culture laisse à désirer.

. il n'est pas rare que certaines catégories de personnes désœuvrées ne souhaitent pas rompre avec leur train de vie de subventionnés et ne souhaiteraient pas travailler même s'il y avait des emplois disponibles ; dans leur cas, un changement important de mentalité, de culture et de rééducation s'impose, mais ces catégories résistent fortement à tout changement ou à toute éducation ! -

. étant donné que la population qui refuse tout changement culturel constitue en même temps une base électorale précieuse, cette situation est à la source d'importants obstacles politiques car les partis politiques doivent apprécier les pour et les contre en vue de mettre en danger, par un comportement éducateur ou par des contraintes administratives, leur accès ou survie au pouvoir ou leur soutien électoral dont ils ont besoin.

6./ Outre les deux cercles vicieux et les conflits politiques susmentionnés, ces facteurs sont également à l'origine de graves conflits locaux. La population désœuvrée commet quotidiennement des vols, des vols avec violence et des cambriolages, les homicides, les rixes, des incendies volontaires et les lynchages ne sont pas phénomènes rares non plus. A l'école, on constate fréquemment des actes violents et des attaques contre les professeurs ou d'autres élèves. Pendant que les statistiques criminelles de notre pays montrent une heureuse tendance vers l'amélioration, dans les régions concernées, on enregistre l'augmentation de la criminalité et de la brutalité des actes commis par les auteurs mineurs. Le fait que les autorités centrales délèguent en grande partie les missions, les charges et les responsabilités de l'assimilation culturelle et de l'intégration socio-économique aux sociétés et municipalités locales contribue largement à l'aggravation des conflits. Cependant, les ressources financières ne sont pas suffisantes et l'identité culturelle et la force d'assimilation des sociétés locales vieillissantes ne sont pas aptes à intégrer un groupe primitif mais à forte identité culturelle et souvent hostile. Comme les catégories sociales non-intégrées se composent en grande partie de tziganes, en général, les conflits locaux revêtent une couleur ethnique.

7./ Les gouvernements successifs ont multiplié les tentatives dans le but de résoudre les problèmes intérieurs relatifs aux segments sociaux exclus de l'intégration. Or, les transferts ne font que maintenir la situation en place et ne font que la rendre à peu près supportable aux intéressés. Étant donné qu'il est impossible de changer par un coup de baguette magique des générations d'adultes désœuvrés (on peut poser la question s'il est possible de les changer en aucune manière) et que des emplois ne peuvent pas être miraculeusement créés non plus, notamment à cause de la pénurie des fonds et d'autres obstacles, et les tentatives et les résultats restent très timides. Les tentatives les plus importantes en vue de résoudre cette situation, ou plus précisément en vue de l'améliorer, sont les suivantes. Il faut renforcer les établissements de formation professionnelle et en particulier de formation d'adultes et il faut mieux harmoniser le contenu des formations professionnelles et les besoins du marché. Il faut soutenir les formes hors scolaires de l'acquisition des connaissances et d'une culture de base. Par le moyen de mise à disposition des terrains et du matériel, il faut faciliter que les familles en question puissent en petite quantité produire des légumes et élever des animaux pour aider à combler leurs besoins alimentaires. Considérant qu'un changement radical ne peut s'opérer que par l'émergence d'une nouvelle génération avec un bagage culturel plus important et avec plus de connaissances, des tentatives ont été faites pour

lier le paiement des allocations familiales à la scolarisation effective des enfants. Dans l'objectif d'empêcher le gaspillage des aides, il a également été question par exemple de les remplacer en partie par des bons, des bons d'achat et diverses autres solutions. A l'autre extrémité de la problématique, l'augmentation de l'âge légal de la retraite, actuellement 62 ans, et la restriction des avantages liés au départ à la retraite pourront permettre la hausse du nombre des actifs. Cependant, si on examine le potentiel de succès de ces tentatives de solution, *nous sommes confrontés au plus grand conflit : au lieu de perdre le terrain vis-à-vis des catégories intégrées et productives de la société, les catégories non-intégrées et non-intégrables de la population gagnent significativement de terrain.*

8./ Vous pourriez dire : nous sommes stupéfaits et nous regrettons que la situation soit ainsi en Hongrie ou éventuellement dans d'autres pays ex-communiste. Mais qu'est-ce que nous, Allemands, Anglais, Français, Hollandais, Flamands ou Vallons devrions faire à ce propos ? En reformulant cette question un peu plus directement : en quoi cela nous concerne ? En tant que citoyen d'un pays ex-communiste, je vous raconte en images ce que j'ai vu et ce que je constate dans l'Occident développé. J'ai eu la chance de recueillir des expériences personnelles à plusieurs endroits à l'Occident, je trouve pourtant plus pertinent de citer les grands titres des journaux télévisés. Les images-types sur les conflits sociaux des pays occidentaux industrialisés dans les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt étaient les suivantes. Des ouvriers britanniques qui avaient perdu leur emploi, tout de même bien habillés et dans une bonne situation, manifestent contre la fermeture des mines de charbon et des industries de métallurgie. A Nanterre et à Paris, des étudiants plus ou moins aisés et amateurs de Marcuse font la révolution intellectuelle de salon contre les rapports figés, à leur sens, à l'université et dans la société et contre un monde sans aventures, sans risques et sans défis. Des manifestants allemands agités revendiquent l'interdiction des armes nucléaires ou s'enchaînent aux rails servant au transport des combustibles nucléaires /par la suite, il s'est avéré que ces manifestations étaient en grande partie organisées, dirigées et financées par les services secrets soviétiques/. Et n'oublions pas non plus l'image récurrente des paysans français menant leur guerre des prix et des subventions : des paysans qui déversent des quantités énormes de lait sur les routes ou barricadent la ligne des chemins de fer Marseille-Lyon par des tonnes de tomates. Contrairement à tout cela, qu'est-ce que nous pouvons voir de nos jours ? Par rapports à ces anciennes images quasi-idylliques, les images actuelles de nos journaux télévisés nous laissent perplexes par leur nouveauté et leur brutalité. Ou bien évoquent ces rares souvenirs d'antan sur l'IRA le guerrier, l'ETA le poseur de bombes ou des Brigades Rouges. Ces images actuelles nous montrent des jeunes organisés en bandes dans les banlieues et parfois dans les centres des grandes villes, des hordes de casseurs, des vitrines brisées, des voitures explosées et en flammes ou bien des combats organisés entre les bandes et les forces de l'ordre. Des scènes de guerre en pleine rue. On voit émerger des phénomènes inédits de la violence urbaine et de la criminalité. Et qui en sont les auteurs ? De jeunes adultes sains, en âge de travailler mais au chômage qui suivent les ordres d'une autre culture ou qui ont perdu leur culture et leur identité et qui ne peuvent pas être intégrés. Des immigrés ou des enfants d'immigrés. Et pendant que le devant de la scène est occupé dans les médias par de ridicules procès sur le port du foulard ou par des débats sur les droits de l'homme, dans l'arrière-fond, de gigantesques mosquées sont érigées.

9./ Je pense que maintenant vous comprenez pourquoi j'ai cité l'exemple hongrois. Et pourquoi j'ai essayé de vous présenter les faits relatifs à cet exemple sous de nombreux angles. Je trouve en effet que malgré les différences évidentes, il existe actuellement un grand nombre d'analogies fortes entre la situation hongroise et celle de l'Europe Occidentale. Une des analogies, ressemblances ou un des traits identiques est le poids des masses non-intégrées. Les concentrations type ghetto /Marseille, Drancy, etc./. L'augmentation de la criminalité dans des zones en question. Les conflits locaux permanents. Les charges grandissantes pesant sur le budget et le système de la sécurité sociale. Les problèmes d'emploi non résolus et pratiquement impossible à résoudre. Les épreuves incessantes pour les forces de l'ordre. L'inaptitude des sociétés locales à assimiler. Et les tentatives hésitantes : la déclaration et serment d'immigration au Danemark, l'examen de citoyenneté en Suisse, les quotas en Belgique et aux Pays-Bas, la tentative italienne pour un contrôle militaire des bidonvilles de tziganes autour de Rome et l'établissement d'un registre relatif aux habitants des bidonvilles, etc. *Enfin, un des traits également communs est la croissance permanente de cette masse non-intégrée du point de vue de sa quantité tout*

*comme du point de vue de sa proportion. L'unique différence : en Hongrie, cette « foule abandonnée » est devenue visible dans un processus « organique » au cours des événements de la transition politique, tandis qu'à l'ouest, elle s'est formée au fil d'une immigration massive.*

10./ Le poids, la composition ou l'état des masses non-intégrées peuvent varier de pays en pays. Les ressources humaines, institutionnelles et financières disponibles peuvent également être différentes. Tout comme les instruments de régulation pensés par les gouvernements et les autorités locales. Mais il y a quelque chose qui ne change pas : le problème même. En plus, un autre élément devrait également être constant. La reconnaissance qu'à long terme, seulement l'assimilation culturelle pourra fournir une solution. Le consensus concernant les questions fondamentales. En ce qui me concerne, je ne crois pas au multiculturalisme à l'état brut. Ni au vivre ensemble en tant qu'étrangers. Ni à l'être sans communauté. *Et cette prise de conscience place la culture au point focal de la solution outre, voire contre les dispositifs économiques et policiers qui ne traitent que les symptômes.* C'est cette prise de conscience et sa dénomination qui est au point culminant de mon intervention. En dernier ressort, c'est ce qui m'a motivé d'exposer ce que je viens de vous développer. A partir de ce moment-ci, il ne me reste que des questions. Est-ce que la culture européenne est capable d'assimiler les déferlants d'immigrés sans leur perte d'identité ? Est-ce que la culture française, anglaise, allemande, italienne ou espagnole, si célèbres et jadis si fortes en sont capables ? En est-elle capable cette Europe qui dans son document commun le plus important, le Traité de Lisbonne, n'a pas osé nommer et n'a pas voulu reconnaître ses racines culturelles le plus profondes : ses racines chrétiennes ? Est-ce que les écoles sont capables de remplir leur mission d'assimilation culturelle la plus importante : l'éducation à l'humanité et la formation du caractère ? Sont-elles capables de transmettre les traits de caractères les plus importants : l'honnêteté, l'aspiration à bien faire, la responsabilité vis-à-vis de la parole donnée, l'amour de la famille, l'amour de son prochain, l'assiduité ou la franchise ? Et plus précisément, de nos jours, quelle est la culture et quel est l'humanisme vers lesquels l'Europe assimile ? Quelle est l'identité culturelle de l'Europe ? Que devient cette identité sans christianisme ? N'est ce pas ce modèle de vie véhiculé par les chaînes commerciales de la télévision ? C'est bien ça ?